

Burundi : la situation demeure fragile, prévient l'envoyé de l'ONU

ONU Info, 21 novembre 2018 La situation au Burundi demeure fragile, en raison notamment de l'absence d'un dialogue politique inclusif, mais du fait aussi des difficultés humanitaires, économiques et financières, et des menaces sécuritaires, a expliqué mercredi devant le Conseil de sécurité l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour Michel Kafando. [Photo : Michel Kafando, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi, informe le Conseil de sécurité sur la situation au Burundi.]

Il existe un « déficit de confiance et de dialogue entre le pouvoir et les partis de l'opposition, lesquels restent indispensables à la résolution de la crise en cours », a noté M. Kafando, venu présenter le dernier rapport du Secrétaire général sur ce pays. Il a noté que la situation sécuritaire au Burundi est restée relativement calme ces derniers mois, mais que la situation des droits de l'homme reste préoccupante. « Le gouvernement n'a toujours pas repris la coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Les violations des droits de l'homme et autres abus, tels que les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, et autres actes d'intimidation, persistent, tout comme les discours de haine, notamment à l'endroit des acteurs de l'opposition. L'espace démocratique, sauf pour certains partis alliés au gouvernement, reste restreint », a souligné l'Envoyé spécial. La situation humanitaire reste également préoccupante, a-t-il également noté. On estime à près de 1,7 million le nombre de personnes menacées par l'insécurité alimentaire. Dans ce contexte, l'Envoyé spécial estime qu'« après plus de trois années de travers le processus de dialogue inter-burundais, il est nécessaire que les Nations Unies, l'Union africaine, la sous-région et les partenaires du Burundi réévaluent les voies et moyens pour aider le Burundi à sortir de la crise politique actuelle ».

Selon l'Envoyé spécial, cette réflexion devrait être amorcée, en premier lieu, par les Burundais eux-mêmes et ensuite par la région. Un sommet ordinaire de la Communauté de l'Afrique de l'Est va bientôt se tenir et M. Kafando a souhaité que la question burundaise y soit examinée. « En fonction des conclusions et surtout des recommandations qui en découleront, la Communauté de l'Afrique de l'Est, les Nations Unies, et l'Union africaine devront procéder à une réévaluation de leurs engagements pour aider le Burundi à sortir définitivement de la crise surtout dans la perspective des élections de 2020 », a-t-il souligné.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});